

Tribune

Le « quinquennat Jospin » et les leçons pour la gauche en vue de la présidentielle de 2027

[Jean-Noël Tronc](#), Conseiller de Lionel Jospin pour le numérique entre 1997 et 2002

<https://www.nouvelobs.com/politique/20260326.OBS113620/le-quinquennat-jospin-et-les-lecons-pour-la-gauche-en-vue-de-la-presidentielle-de-2027.html>

Publié le 26 mars 2026

La disparition de Lionel Jospin, au lendemain du second tour des élections municipales, est l'occasion d'un rappel aussi douloureux qu'important : la gauche française sort plus divisée que jamais au moment où l'hommage national à ce grand homme d'Etat que fut Lionel Jospin est l'occasion de rappeler son rôle historique de rassembleur d'une gauche de gouvernement aussi diverse que responsable durant cinq ans, de 1997 à 2002. C'est aussi l'anniversaire d'autres élections municipales, celles de mars 2001, qui marquèrent le début d'une séquence fatale à la gauche avec pour issue, un an plus tard, l'arrivée au second tour de l'élection présidentielle de Jean-Marie Le Pen.

A un an de l'élection présidentielle, où le Rassemblement national (RN) semble la seule force politique assurée de sa place au second tour, avec une recomposition politique à gauche et à droite encore précaire, et sans qu'aucun leader capable de s'imposer au sein de son camp n'émerge, il est intéressant de revenir à cette expérience de gouvernement de la gauche pour en tirer certains enseignements. Ce d'autant plus que, depuis la catastrophique dissolution ratée de juin 2024, Lionel Jospin avait eu plusieurs fois l'occasion de s'exprimer. Par exemple, dans une interview au « Monde » au moment où se dessinait le « front républicain » face à la perspective d'une nouvelle cohabitation, entre Emmanuel Macron et l'extrême droite cette fois-ci.

Dans ses prises de parole, rares et écoutées, Lionel Jospin avait posé jusqu'à ces derniers mois une analyse politique aussi précise que lucide de la situation de la gauche et du pays, qu'il serait prudent de ne pas oublier. Pour livrer cette analyse, je m'appuie sur ma propre expérience politique de la période, puisque je fus conseiller de Jospin à Matignon de 1997 à 2002, une période de cohabitation au sommet de l'exécutif très différente des deux épisodes précédents, ceux de 1986 à 1988 et de 1993 à 1995. En effet, durant ce qu'il convient d'appeler le « quinquennat Jospin », la plénitude du pouvoir fut exercée par la « majorité plurielle » et jamais durant la V^e République, la dyarchie de l'exécutif ne fut à ce point réduite à sa plus simple expression, le président de la République étant pour l'essentiel réduit au rôle de figurant.

La cohabitation 1997-2002 : le « quinquennat Jospin »

Tout avait commencé un 21 avril – déjà ! – 1997 avec l'annonce surprise par Jacques Chirac, président de la République élu le 7 mai 1995 avec 52,64 % des voix contre Lionel

Jospin (47,36 % des voix), de sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Même si Jacques Chirac, candidat de la lutte contre la « *fracture sociale* » en 1995 mais président d'un gouvernement « *droit dans ses bottes* » pour une modernisation assez peu sociale, n'en était pas à une contradiction près, la surprise fut d'autant plus forte qu'il avait clairement écarté toute hypothèse de dissolution dans un entretien avec la presse le 14 juillet 1996.

Rappelons que le président Chirac hésita longuement et consulta largement avant de prendre sa décision, et que celle-ci tenait à la fois de notes de prévisions économiques très pessimistes du ministère de l'Economie et de la proximité des législatives de 1998, dont il est tout sauf évident que la gauche les aurait gagnées, et que la période suivante fut marquée par une embellie économique dont la gauche bénéficia au moins jusqu'en 2001. En juin 1997, la droite était donnée majoritaire et la campagne qui aboutit à la victoire de la coalition dite de « la gauche plurielle » (PS, PCF, LV, MDC, PRS) fut de ce point de vue décisive. Après la victoire de la gauche, la nomination de Lionel Jospin, chef de l'opposition, s'imposait : il était le chef incontesté de la nouvelle « majorité plurielle ».

Dans la perspective de 2027, les forces politiques désireuses d'éviter un gouvernement de la France par l'extrême droite auront la lourde responsabilité d'anticiper le possible scénario d'une victoire de celle-ci à la présidentielle, suivie d'une nouvelle cohabitation à l'issue de législatives où l'extrême droite n'aurait pas la majorité. Dans une telle hypothèse, la question de savoir qui placer à Matignon et quel programme entreprendre pour le redressement de la France, pour un gouvernement qui devrait être, pour pouvoir durer, une coalition, se posera. Une seule chose est acquise : l'expérience du « quinquennat Jospin » a montré que notre Constitution s'adapte parfaitement à une cohabitation dure. C'est même un mode de gouvernement de la France qui a plutôt fait ses preuves : entre 1997 et 2002, c'est en effet Lionel Jospin et son gouvernement qui ont entièrement conduit la politique nationale, sous le contrôle et avec le soutien de l'Assemblée nationale, malgré la majorité détenue par l'opposition au Sénat. Sur aucune décision importante Jacques Chirac n'a eu le dernier mot. Et la parole de la France à l'international n'en a pour autant été amoindrie.

Gouvernement de majorité plurielle, le gouvernement Jospin réunissait des forces politiques souvent assez divisées sur une multitude de sujets, mais dans le cadre d'une coalition politique claire, au sein d'une majorité elle-même stable, grâce à l'autorité, au sens du collectif et au respect de l'Etat, des forces sociales et des corps intermédiaires qui furent les ingrédients de la « méthode Jospin ». Avantage important, Lionel Jospin ne rencontra aucune opposition au sein du Parti socialiste (PS), dirigé à l'époque par un François Hollande fidèle et solide appui du gouvernement. Mais les autres partis de cette majorité plurielle surent aussi, pour l'essentiel, respecter la solidarité gouvernementale presque jusqu'au bout.

Ce fut une situation très différente de celle vécue par François Mitterrand, confronté à des oppositions fortes au sein même du Parti socialiste et pour qui le choix de Michel Rocard comme Premier ministre en 1988 fut d'abord celui d'une « *hypothèque à lever* », en encadrant celui-ci de ministres qui lui étaient hostiles et en n'ayant de cesse de lui compliquer la tâche, jusqu'à son renvoi en pleine guerre du Golfe en 1991. Très différente aussi de ce que vécut ensuite François Hollande, devenu président avec des députés « frondeurs » au sein de sa majorité et la volonté permanente de plusieurs de ses principaux ministres de fragiliser puis de remplacer Jean-Marc Ayrault à Matignon.

Un « présidentielisme rationalisé »

On a pu dire que la cohabitation entre 1997 et 2002 aurait été « cordiale ». Il n'en a rien été. Jacques Chirac a dès le début tenté d'exercer des pressions sur Lionel Jospin, à travers son discours du 14 juillet 1997, en développant la thèse que le président aurait une sorte de « dernier mot » en politique étrangère mais aussi sur les grandes questions de politique intérieure. Thèse qualifiée avec justesse d'« *extravagante* » par Lionel Jospin (dans « *Lionel raconte Jospin* », entretien avec Pierre Favier et Patrick Rotman, Seuil, 2010), comme n'ayant « *rien à voir avec la lettre et l'esprit de la Constitution* ». Lionel Jospin avait procédé alors, dès le conseil des ministres suivant, à une mise au point aussi ferme que définitive.

Pour ceux qui entouraient le Premier ministre, comme ses conseillers, la situation était simple : comme règle générale, aucun contact avec l'Élysée, dont le directeur de cabinet de Lionel Jospin jugeait seul de l'opportunité. Pour la plupart des conseillers, ces contacts étaient inexistantes, et aucun rapport de sujétion, ni même, la plupart du temps, sauf en matière de sécurité ou de diplomatie, de concertation, n'existait entre Matignon et l'Élysée. À ce titre aussi, la dyarchie de l'exécutif était réduite à sa plus simple expression.

Ainsi, pour prendre mon cas, je n'ai présidé en cinq ans qu'une seule réunion interministérielle en présence de mon homologue de l'Élysée, Valérie Pécresse, et cela durant la présidence française de l'Union européenne en 2000 qui exigeait une certaine coordination vis-à-vis de nos partenaires. Entre 1997 et 2002, la cohabitation était tout sauf pacifique. Chaque conflit essentiel, même lié à la diplomatie ou à la défense, fut remporté par Lionel Jospin. Ce fut en particulier le cas pour la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'Otan, décidée, comme la suppression du service national, par Jacques Chirac avant 1997. Sur la suppression du service national, décision funeste et dont nous payons encore le prix, il était trop tard pour y revenir.

En revanche, Lionel Jospin s'étant opposé à la réintégration au sein de l'Otan, il fallut attendre la présidence Sarkozy pour y procéder. De même concernant l'intervention en Côte d'Ivoire que souhaitait Jacques Chirac pour interférer dans la politique intérieure ivoirienne, ce que refusa Lionel Jospin. Il s'agissait pourtant dans les deux cas du pseudo- « *domaine partagé* » tel qu'il avait été défini aux débuts de la V^e République, et

dont il faut rappeler qu'il n'a aucun fondement constitutionnel puisqu'il s'agit d'une lecture politique liée à l'affirmation par le général de Gaulle de son intention de s'impliquer fortement dans certains dossiers, et de la volonté des gouvernements Debré et Pompidou, comme de leur majorité parlementaire, de le laisser faire.

Un bilan oublié pour la gauche de gouvernement

L'objet de cet article n'est pas d'établir une histoire ou un bilan détaillés du quinquennat Jospin. Mais comme le notait Lionel Jospin lui-même dans son livre avec Pierre Favier et Patrick Rotman, « Lionel raconte Jospin » : « *Un bilan se juge trop souvent à la manière dont une séquence politique se termine.* » Or, au-delà du [traumatisme du 21 avril 2002](#), le caractère exceptionnel de ce bilan dans l'histoire de la gauche de gouvernement sous la V^e République mérite tout de même d'être rappelé : aucun gouvernement de gauche avant ou après lui ne réussit à garder le soutien d'une majorité de l'opinion durant cinq ans et du coup à gagner des élections intermédiaires (régionales en 1998, européennes en 1999).

Sur le plan économique, les chiffres parlent d'eux-mêmes : le taux de chômage, de 12,6 % en juin 1997, était descendu à 8,6 % en juin 2001 avec la création de près de 2 millions d'emplois et 900 000 chômeurs de moins qu'en 1997. La mise en œuvre de grandes réformes (35 heures, emplois-jeunes, couverture maladie universelle, loi SRU sur les quotas de logement sociaux, Pacs, congé parental, etc.) n'empêcha pas une gestion rigoureuse des finances publiques avec la qualification de la France pour le passage à l'euro et un commerce extérieur excédentaire.

Ni des actions importantes en faveur de la politique industrielle, notamment en matière militaire (mise en orbite d'Airbus et de Thalès, par exemple), du dynamisme économique et de l'innovation, avec par exemple la loi sur l'innovation, qui reste le socle fiscal très favorable pour les start-up en 2026, ou encore le programme gouvernemental pour la société de l'information, qui contribua fortement à combler le retard accumulé par la France pour le tournant vers internet et le numérique, retard estimé à deux ans sur la moyenne des pays de l'OCDE en 1997.

Les raisons de l'échec en 2002

Sans entrer dans les détails, il n'est pas inutile de revenir brièvement sur les raisons de l'échec du 21 avril 2002, au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, où il manqua 200 000 voix à Lionel Jospin. Ces raisons sont multiples et encore débattues. Il y eut des erreurs liées aux hommes : Claude Allègre, qui fit perdre une partie importante du vote enseignant ; Jean-Pierre Chevènement, hostile au choix de négocier avec les nationalistes corses après l'assassinat du préfet Erignac, décision qui divisa au sein même de la majorité. Le maintien de Lionel Jospin à Matignon n'aida sans doute pas, surtout après que les attentats du 11 septembre 2001 ont permis à Jacques Chirac de s'appuyer sur sa stature présidentielle pour communiquer fortement autour de l'insécurité.

L'usure du pouvoir devenu très centralisé à Matignon après le renouvellement de 2000, avec une certaine coupure de la réalité du terrain, des militants de gauche, d'une partie des acteurs de la société civile, n'aida pas non plus et contribua à l'érosion du volontarisme réformiste de gauche qui avait été la marque de fabrique et la raison première de la popularité de Lionel Jospin.

L'évolution de la deuxième partie du quinquennat fut ainsi marquée par une lente dérive de son axe économique et social, en particulier à partir de la polémique là aussi habilement déclenchée par Jacques Chirac le 14 juillet 1999 autour du thème de la « *cagnotte budgétaire* ». Laurent Fabius, qui avait alors remplacé Dominique Strauss-Kahn au ministère de l'Economie et des Finances, plaida pour des allègements fiscaux, en commençant par la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, stratégie « *du second tour* » qui écartait la possibilité de mesures pour les classes défavorisées, dans un contexte de montée de l'exclusion et de la pauvreté, en particulier dans les banlieues touchées par une ghettoïsation montante des générations issues de l'immigration. Les élections municipales de 2001 furent une alerte, sur le moment ignorée malgré des défaites symboliques comme celle, dès le 1^{er} tour, de leaders de la majorité plurielle, Dominique Voynet (écologiste) à Dole et Jean-Claude Gayssot (communiste) à Béziers, et la perte de plus de 40 villes moyennes, éclipsée par la victoire à Paris et à Lyon.

Autre raison de l'échec, la campagne elle-même fut à bien des égards un contre-modèle : démarrée trop tard, assise essentiellement sur le bilan, avec des propositions sans aspérité. Le slogan même (« Présider autrement »), qui visait en Jacques Chirac un homme « *vieilli, usé et fatigué* », selon une formule employée puis regrettée par Lionel Jospin lui-même, un Chirac accablé par des affaires judiciaires de toute nature mais mithridatisé et même redevenu sympathique aux Français, n'exprimait de fait ni vision ni projet pour la France. Au fond, le paradoxe du quinquennat Jospin est sans doute que, malgré la surprise de la dissolution, en juin 1997, nous étions prêts, alors qu'en avril 2002, nous ne l'étions plus !

Mais la principale cause de la catastrophe du 21 avril 2002 pour la gauche est bien sûr la division de son propre camp. Le rôle joué par la dispersion des voix entre les candidats de la majorité plurielle de l'époque, avec Noël Mamère, Christiane Taubira, Jean-Pierre Chevènement et Robert Hue, est souvent rappelé. Mais en 2026, il importe surtout de ne pas oublier le score cumulé des trois candidats d'extrême gauche, Arlette Laguiller (5,72 %), Olivier Besancenot (4,25 %) et Daniel Gluckstein (0,47 %) : plus de 10 %, proche du poids électoral national actuel de La France insoumise (LFI). L'extrême gauche « révolutionnaire » ne ménagea pas ses efforts pour critiquer et affaiblir le gouvernement de Lionel Jospin dès l'automne 1997, et c'est d'abord à son score que l'on doit l'arrivée de l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle.

Des leçons à tirer pour 2027

Durant ses cinq ans à Matignon, Lionel Jospin su imposer un style de gouvernement collectif, fondé sur le respect pour sa majorité et pour ses ministres, comme pour ses collaborateurs. Dans sa méthode de gouvernement, il incarna la vérité, avec un programme politique clair. Rien de ce qui fut entrepris entre 1997 et 2002 ne trahissait les engagements pris, et toutes les mesures annoncées durant la campagne de 1997 furent mises en œuvre.

La force des réactions et l'émotion suscitée par sa disparition sont à la hauteur de ses grandes qualités personnelles : l'éthique et l'honnêteté, mais aussi l'exigence intellectuelle et morale, en même temps qu'une chaleur humaine, un sens de l'humour, une simplicité et une attention aux autres qui expliquent le profond attachement que lui vouent encore la plupart de ses anciens ministres comme des membres de son cabinet.

Pour ces derniers, la qualité d'écoute du Premier ministre comme sa force de travail impressionnaient. Les notes les plus longues, sur les dossiers les plus techniques, étaient soigneusement annotées et toute prise de parole donnait lieu à des séances de relecture des projets de discours aussi chaleureuses et détendues que passionnantes. Il organisait et animait lui-même des séances de travail et de débat avec ses conseillers, notamment dans des séminaires où la parole était libre. Pour celles et ceux qui avaient un engagement militant, leur place aux principaux rassemblements du Parti socialiste était bienvenue. Pour les autres, nulle obligation et un profond respect des opinions individuelles.

Le Premier ministre mettait un point d'honneur à éviter toute confusion entre le rôle et la place des membres de son gouvernement et les conseillers, ceux des ministres comme les membres de son cabinet, à rebours des dérives si souvent constatées depuis, notamment sous le double quinquennat Macron, où la confusion des rôles entre l'Elysée et Matignon a atteint un point culminant et dangereux pour nos institutions, à commencer par celle de la présidence de la République. Cette « méthode Jospin » reste un modèle dans lequel il est possible de trouver, comme dans ses prises de position médiatiques jusqu'à ces derniers mois, des leçons à tirer pour la suite.

Si la gauche était prête à gouverner en 1997, c'est parce qu'un patient travail de reconstruction avait été engagé sous son autorité à partir de la présidentielle de 1995, après un effondrement dont l'ampleur mérite d'être brièvement rappelé dans ses pires épisodes : remplacement de Michel Rocard par Edith Cresson restée moins d'un an, déroute électorale et suicide de Pierre Bérégovoy en 1993, soutien de François Mitterrand à la liste de Bernard Tapie aux européennes de 1994 contre celle du Parti socialiste dirigée par Michel Rocard. Lionel Jospin a incarné l'autorité de l'Etat et la fermeté en matière régaliennne. Un exemple parmi tant d'autres : son refus de procéder à une régularisation en masse des « sans-papiers », tout en laissant la porte ouverte à des régularisations au cas par cas, position courageuse qui lui fut lourdement et constamment reprochée durant cinq ans par une partie de son camp.

L'équilibre qu'il proposait au pays est important à garder à l'esprit dans la situation de 2026 : une politique résolument tournée vers l'emploi et les plus modestes et des mesures de société avec un fort volontarisme de gauche, mais aussi une affirmation régaliennne forte, y compris sur la sécurité. La meilleure expression en reste le discours fondateur de Villepinte d'octobre 1997 où Lionel Jospin rappelait l'évidence que les pauvres sont souvent les premières victimes de l'insécurité.

Cette ligne ferme, exprimée dans sa contribution au Parti socialiste de Liévin en 1994 et reprise aux Etats généraux de Villepinte, mérite une citation : « *Il faut dire clairement que chaque citoyen a le droit à sa sécurité et à celle de ses biens. La sûreté est la première des libertés. Sans négliger les politiques de prévention, il est clair que celles-ci ne sauraient se substituer à des politiques visant au respect effectif de la loi.* » Entre 1997 et 2002, les effectifs de police augmentèrent de 11 %, la police de proximité fut mise en place, avec le recrutement de près de 27 000 adjoints de sécurité. Dans son attachement au réalisme politique, une de ses formules d'équilibre avait marqué : « *Oui à l'économie de marché, non à la société de marché.* » Tout le contraire du « *en même temps* ». Les raisons de s'y référer aujourd'hui sont multiples, qu'il s'agisse de la non-taxation des plus riches, de l'explosion de certaines rémunérations dans le secteur privé ou des dérives du numérique dont la régulation reste en chantier.

C'est aussi cette cohérence intellectuelle qui le conduisit par exemple, avec beaucoup d'autres personnalités de gauche et du féminisme, à refuser fermement la marchandisation du corps des femmes à travers une légalisation du marché des mères porteuses en France. Il fut ainsi signataire en 2010 de la note de Terra Nova opposée à cette légalisation, « *Extension du domaine de l'aliénation* », avec entre autres Gisèle Halimi, Benoît Hamon ou Jean-Marc Ayrault.

Enfin, son exigence de vérité le conduisit ces deux dernières années à des prises de position importantes autour de la stratégie d'alliances au sein de la gauche, au fur et à mesure que l'extrémisme de LFI apparaissait plus nettement. Ce fut le cas pour dénoncer l'outrance verbale et les instrumentalisation sémantiques quand il déclarait, en juin 2024 sur BFMTV : « *Le Rassemblement national n'est pas un parti fasciste, je ne le disais même pas du Front national de Jean-Marie Le Pen. C'est par contre un parti d'extrême droite.* » De même, à l'automne 2024, en faisant observer cette évidence qu'avec 29 % des voix au total, les partis engagés sous l'étiquette de la gauche aux législatives de juin 2024 ne pouvaient pas prétendre avoir gagné les élections partant du constat factuel que le seul RN (8,7 millions de voix et 32 % des votes) avait dépassé la totalité des voix du Nouveau Front populaire (7 millions de voix et 25,7 % des votes).

Le 16 décembre 2024, dans l'émission « le Grand Entretien » sur France-Inter, il avait eu ce propos presque bienveillant, à propos de l'absence de travail des socialistes pour un renouvellement programmatique : « *Ils resteront donc dans l'opposition avant de démonter leur capacité à agir eux-mêmes au pouvoir.* » Dans la même émission, interrogé

sur la nomination de François Bayrou, Lionel Jospin avait désavoué la campagne de déstabilisation institutionnelle du président de la République engagée par LFI et appelé l'opposition socialiste, écologiste et communiste, à la responsabilité. Il avait aussi mis en garde François Bayrou contre la tentation de trop « *regarder du côté de l'Élysée* », l'invitant à travailler surtout avec le Parlement. On se souvient que François Bayrou coupa les ponts avec les oppositions, et notamment le PS, durant l'été suivant, ce qui précipita et sa chute et la crise institutionnelle à la fin de l'année dernière. Avec la défaite à Pau de celui dont le ralliement déclencha véritablement, début 2017, la dynamique qui conduisit Emmanuel Macron à l'Élysée, c'est bien une séquence politique qui s'achève.

De Jean-Luc Mélenchon lui-même, Lionel Jospin disait en cette occasion : « *Il est dans une illusion de la radicalité, recyclant à sa façon un certain "révolutionnarisme"* ; *il croit que la situation en France est révolutionnaire [...] alors que les forces dominantes sont plutôt contre-révolutionnaires.* » Pour qui voudrait approfondir son bilan les sources sont nombreuses, comme une récente note de la Fondation Jean-Jaurès sur « la Gauche plurielle », parue en 2024. Dans ses Mémoires publiés en 2023, Pierre Moscovici, l'un des hommes politiques les plus proches de Lionel Jospin, a résumé l'équilibre atteint par Lionel Jospin comme « *la nécessité, à gauche, d'être central et pas centriste* ».

A l'issue des municipales de 2026, c'est au fond toute la question pour une gauche qui se voudrait « de gouvernement » alors que le centrisme incarné finalement par le double quinquennat d'Emmanuel Macron va se dissiper, sans se dissoudre, dans un jeu politique redevenu plus classique. Pour la première fois peut-être depuis 1958, c'est sur sa droite que cette gauche démocratique et responsable doit refaire son « fonds de commerce », sauf à rester aux marges de ses propres extrêmes à chaque scrutin national. « *Vaste programme* », aurait dit le général de Gaulle...

Cet article est une tribune, rédigée par un auteur extérieur au journal et dont le point de vue n'engage pas la rédaction.

Par Jean-Noël Tronc